

20 mars 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE LA 3ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE SOUTIEN A LA POPULATION DU LIBAN

Madame la Vice-secrétaire générale des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

Chers amis,

Il y a un an, jour pour jour, une terrible explosion ravageait le port de Beyrouth, et je crois que nous avons encore toutes et tous en mémoire, la ville défigurée et surtout ces vies traumatisées. Nous n'oublions rien. Rien des victimes, de leurs familles, de celles et ceux qui ont perdu la vie, de leurs proches, mais aussi de celles et ceux dont la vie a été profondément bousculée, renversée par cette terrible explosion.

Pour ma part je me suis rendue à Beyrouth, le 6 août 2020 puis le 1er septembre qui suivait, et je n'oublie pas toutes celles et ceux qui ont subi et subissent encore les conséquences de cette tragédie. Mes pensées vont donc aujourd'hui avant tout évidemment, à la population du Liban.

Dans les suites immédiates du drame, nous avons apporté une première réponse humanitaire massive et nous avons tenu une conférence similaire à celle-ci dans les jours qui avaient suivis. Nous avons mis en place, dans les heures qui ont suivies, un pont aérien et maritime. Les promesses de dons que nous avons formulées ensemble ont été tenues et même dépassées. Elles ont permis de répondre à l'urgence en matière de santé, d'éducation, de logement, d'aide alimentaire.

Depuis, l'aide n'a cessé d'être acheminée. Je sais que vous restez tous mobilisés et je vous en remercie très fortement. La France le reste aussi plus que jamais ; l'Etat mais aussi les régions, les villes, les entreprises, les simples citoyens, animés par un élan de solidarité très fort. Un seul exemple : un navire nouveau chargé de 51 tonnes de matériel médical offert par la France est arrivé à Beyrouth la semaine dernière, affrété par CMA CGM. Un nouveau chargement de médicaments arrivera demain.

Mais tout cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas car la situation s'est encore dégradée. Vous le savez, l'explosion du port n'a fait au fond qu'aggraver une crise protéiforme économique, financière, sociale et cette crise est devenue aujourd'hui, alimentaire.

C'est pour y répondre nous avons pris, une nouvelle fois, l'initiative avec le Secrétaire général des Nations unies, de vous réunir aujourd'hui. Et cette conférence aujourd'hui, est une conférence, des gestes concrets, des actes à destination des Libanaises et des Libanais.

Nous devons en effet, continuer à nous engager de manière concrète, en partant des besoins réels, identifiés par les Nations Unies. Et je sais que les Libanaises et les Libanais peuvent compter sur vous, comme ils peuvent compter sur la France.

Je suis aujourd'hui en mesure de vous annoncer que nous allons, dans les douze mois qui viennent, mettre en place près de 100 millions d'euros de nouveaux engagements en appui direct à la population du Liban, pour ce qui concerne la France. Cette aide portera sur l'éducation avec un soutien exceptionnel aux familles, aux élèves et aux étudiants. Elle portera sur l'aide alimentaire et nous allons, en outre, accroître notre soutien à l'agriculture dans ce cadre-là.

La santé restera aussi une priorité absolue. Je veux ici annoncer également l'envoi de 500 000 doses de vaccins contre la Covid dans les prochaines semaines et donc durant ce mois d'août.

La France contribuera également à la reconstruction du port, véritable poumon du Liban. Je veux saluer ici l'annonce de CMA-CGM, d'une aide d'urgence pour le maintien de l'activité du port.

Comme je m'y étais engagé, nous continuerons à veiller à ce que notre soutien bénéficie directement à la population du Liban, de manière transparente et traçable. Notre vigilance sur les mécanismes de suivi de cette aide est totale, avec l'appui indispensable des Nations Unies. Cette aide ira donc directement aux associations et aux ONG sur place - et je veux ici une nouvelle fois saluer les associations de terrain qui jouent un rôle essentiel et pallient bien souvent les défaillances de l'Etat. Associations auxquelles notre aide internationale est et sera directement transmise grâce aussi au truchement des Nations Unies, dont je salue le rôle, avec transparence et des comptes rendus réguliers.

Je veux ici également, une fois encore, saluer le rôle essentiel des Forces armées libanaises. Les FAL qui depuis le début de la crise jouent également un rôle de stabilisation, de transparence et d'accompagnement de la population.

Notre engagement et notre vigilance doivent aussi se traduire par des outils d'action multilatéraux qui sont à mettre au bénéfice des Libanaises et des Libanais. Je pense au prêt de la Banque mondiale, d'un montant de plus de 246 millions de dollars qui doit permettre, en l'absence d'Etat social, de bâtir un premier filet de protection sociale, dans des conditions satisfaisantes transparente également, et d'impartialité. Je pense aussi aux droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international, qui doivent être utilisés de manière transparente, avec de la responsabilité et des mécanismes de compte rendu, conformément aux orientations du G7 et du G20.

Je souhaite maintenant m'adresser directement au Président AOUN et à l'ensemble de la classe politique libanaise. Le Président AOUN, qui est avec nous aujourd'hui, sait combien j'ai estimé et respect pour lui, pour sa personne, pour le combattant de la liberté qu'il fut et pour l' élu du peuple libanais qu'il est.

Néanmoins, je continue de penser que la crise que vit le Liban n'est pas un coup du sort, ni une fatalité. Elle est le fruit de faillites individuelles et collectives, et de dysfonctionnements injustifiables. Elle résulte de toutes les défaillances d'un modèle qui s'est détourné du bien public et de l'intérêt général. Et l'ensemble de la classe politique libanaise, toute la classe politique libanaise, n'a eu de cesse de l'aggraver en faisant passer avant tout ses intérêts individuels et partisans, avant les intérêts du peuple libanais.

La France, comme la communauté internationale, nous avons pris nos responsabilités. Celles d'un partenaire proche, et pour ce qui est de la France, d'une amie bienveillante. Notre action s'est traduite, dès avril 2018, par la mobilisation de la communauté internationale à l'occasion de la conférence CEDRE, dans le cadre de laquelle nous avons mobilisé des investissements majeurs – plus de 11 milliards de dollars dès le printemps 2018 – en contrepartie de réformes de gouvernance et de modernisation. Aucune de ces réformes n'est advenue.

Depuis, tous les rendez-vous ont été manqués. Aucun engagement n'a été tenu. Le Liban mérite définitivement mieux.

Fort de sa population dynamique, active, dotée de multiples compétences reconnues dans la région et le monde entier. Fort de sa culture, de sa tradition éducative, le Liban mérite mieux que de vivre de la solidarité internationale et cela dépend de vous. Former un gouvernement, trouver les compromis nécessaires, mettre en œuvre la feuille de route décidée il y a bientôt un an.

C'est pourquoi, je le répète une nouvelle fois, la première des priorités reste cela : la formation d'un gouvernement chargé d'engager la mise en œuvre des réformes les plus urgentes au service de la population. Ce qui permettra à la communauté internationale d'appuyer encore davantage le Liban.

La conférence d'aujourd'hui est une conférence humanitaire, de soutien à la population, elle est donc inconditionnelle, mais il n'y aura aucun chèque en blanc au bénéfice du système politique libanais, car il est lui depuis le début de la crise et même avant, défaillant.

J'ai parlé de la bienveillance de la France à l'égard du Liban. Elle se doit aussi d'être exigeante. Elle l'est, elle le restera et j'y veille. Les dirigeants libanais semblent faire le pari du pourrissement. Je le regrette. Je pense que c'est une faute historique et morale. La communauté internationale, elle, continue de se tenir aux côtés de la population. Nous avons pu prendre, plusieurs d'entre nous autour de l'écran aujourd'hui, des mesures restrictives à l'encontre de personnalités impliquées dans la corruption ou le blocage politique et nous les assumons.

Nous avons créé, avec l'ensemble de nos partenaires européens, un régime de sanctions spécifique sur le Liban. Les dirigeants libanais ne doivent donc pas douter une seule seconde dans ce contexte, de notre détermination.

Cela vaut pour le gouvernement et sa formation, la mise en œuvre des réformes, mais également l'enquête sur le port qui est attendue par toute la population libanaise.

Il y a maintenant un an, l'enquête a été lancée. La France et plusieurs autres ont coopéré, apporté toutes les informations dont nous disposons. Nous sommes disponibles pour toutes les coopérations techniques, une fois encore. Et je crois que les dirigeants libanais, j'en suis même sûr, sont redevables de la vérité et de la transparence à l'égard de leur population. Il en est de même enfin pour la tenue des élections au printemps prochain.

Chacun doit désormais prendre ses responsabilités. Je resterai pour ma part aux côtés des Libanaises et des Libanais. Nous entretenons un vrai dialogue avec la société civile. Et j'ai d'ailleurs souhaité que soient à nouveau présents aujourd'hui, parmi nous, des représentants de ceux qui agissent, au quotidien, pour pallier les déficiences des dirigeants et bâtir le Liban de demain.

Je veux ici vous redire ma détermination, celle de la communauté internationale. Elle ne faiblira pas. Nous continuerons de répondre aux besoins de la population de la manière la plus efficace et la plus directe possible.

Je veux remercier tous les dirigeants internationaux qui sont présents aujourd'hui pour cette conférence internationale, ils ont pris encore une fois sur leur temps. Merci à vous d'être là.